

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

20<sup>ème</sup> année - N° 3962 - Vendredi 17 Septembre 2021 - Prix : 200 Fc

**DIALOGUE NATIONAL :**

## L'opposition tire à boulets rouges sur la mission de l'UA



**FIN DU BACCALAURÉAT 2020-2021**  
**La délibération du Bac attendue  
au 30 Septembre prochain**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles**  
**Du 16 au 20 Septembre 2021**

Lever du soleil:  
06h 01mn  
Coucher du soleil:  
18h 04mn

Fadjr : 04h 59mn  
Dhouhr : 12h 05mn  
Ansr : 15h 19mn  
Maghrib: 18h 07mn  
Incha: 19h 21mn



## POLITIQUE

## La plateforme Ukombozi dit non «au dialogue de sourd»

*24 heures après l'arrivée d'une mission de l'Union Africaine dans le pays, la plateforme de réflexion conduite par Idrisse Mohamed dit non à « un dialogue de sourd, pour un nouveau départ ». Face à une opposition qui a rejeté la main tendue, le mouvement Ukombozi mise plus sur une organisation dite patriotique.*

**D**evant la presse mardi 14 septembre dernier, le président de la plateforme Ukombozi, Idrisse Mohamed est revenu sur la question du dialogue lancé par le chef de l'Etat dans son appel à la paix pour des élections présidentielle apaisées en 2024. Ce dernier parle d'un dialogue de sourd, pour un nouveau départ. Revenant sur la situation actuelle, le conférencier reproche au président Azali d'avoir plongé le pays dans une crise économique, politique et institutionnelle sans précédent.

« Après avoir réussi à dévoyer les assises nationales et à organiser les siennes en février 2018, Azali se croit libre d'agir à sa guise, dit-il. Ce dernier a énuméré plusieurs faits dont la dissolution « arrogante » de la Cour Constitutionnelle, le référendum «

frauduleux pour valider sa nouvelle constitution présentée comme une simple adaptation de l'ancienne dont il a sapé les bases », la suppression de la tournante. « Son but ultime est la pérennisation de son pouvoir, mieux ou pire créer une dynastie comme à l'époque des royautes », avance-t-il. Idriss Mohamed se demande si Azali ne place-t-il pas ses fils dans l'optique de sa succession, après son couronnement consacré par les présidentielles de 2019.

Il a ensuite déploré la mauvaise posture de l'opposition face à cette main tendue pour espérer l'impossible. « Quant à l'opposition qui conteste sa légitimité, refusant qu'il prenne part au dialogue avec le titre de président de la République, ne cherche de son côté qu'à s'appuyer sur la communauté internationale pour le remplacer. Il est clair qu'il n'y a pas de terrain d'entente possible », explique le conférencier

Lors de ce face à face avec la presse, l'ancien président du Comité Maoré est revenu sur les derniers événements du Mouvement Mbedja. Selon Ukombozi, le chef de l'Etat est « sourd aux souffrances du peuple n'en a cure, il poursuit son bonhomme



Idriss Mohamed leader du mouvement Ukombozi.

de chemin vers un pouvoir absolu » et d'ajouter : « Azali pense pouvoir piéger l'opposition et renforcer sa mainmise sur le pouvoir en lui donnant un semblant de légitimité africaine, voire internationale. Mais il se trompe lourdement. Il prend les dirigeants africains pour des zombies accourant aveuglement à son secours. Car en li-

mitant sa proposition de dialogue à la seule organisation des élections de 2024, il affiche sans fard ses desseins. Son problème, ce n'est pas la crise, ce n'est pas l'aggravation insupportable des conditions de vie des Comoriens mais son pouvoir ».

**Andjouza Abouheir**

## SOCIÉTÉ

## Le chemin vers l'émergence

*Des réalisations se font à Mohéli, malgré la crise politique et socio-économique. Dans l'île de Djumbé Fatma comme dans les autres îles de l'archipel, des routes se construisent, le pôle mère-enfant sera bientôt inauguré au sein du CHRI de Fomboni, lequel est doté de nouveaux équipements. La capitale mohélienne a redoré son image, l'électricité et l'eau sont fournies sans coupures, les fonctionnaires régulièrement payés, malgré la série des pénuries des produits de premières nécessité dont le riz, la farine et les ailes de poulet. On observe un taux de chômage trop élevé, une interdiction de manifester suivie des emprisonnements. Est-ce un passage obligé vers l'émergence s'interroge une partie de l'opinion.*

**P**our relancer l'économie et promouvoir le tourisme, Mohéli a toujours lutté pour un port convenable, un dépôt des hydrocarbures pouvant réduire les pénuries régulières du carburant et un aéroport digne de ce nom. Aucune de ces trois revendications n'est encore satisfaite. L'assainissement de la ville de Fom-



La nouvelle route réhabilitée de Fomboni

boni vient redorer l'image de la capitale mohélienne. Certains endroits à Fomboni sont complètement embellis par la société chinoise SGC.

Et dans le domaine de la santé des améliorations ont été enregistrées notamment dans la prise en charge des personnes malades. Le gouvernement a construit un pôle mère-enfant dans le centre hospitalier de Fomboni, bientôt il sera inauguré. Cette future maternité possède 3 salles d'opération, 14 chambres de garde malades et des salles de médecine. Construite par le projet COMPASS sous financement de la

Banque mondiale, des ambulances médicalisées et d'autres équipements ont été octroyés à des différentes structures de santé de l'île.

Cependant, face à une jeunesse désespérée, pourtant le slogan un jeune un emploi promis par le chef de l'Etat lors de ses meetings de campagne électorale de 2018 et 2019 avait nourri beaucoup d'espoirs, il est difficile pour ces jeunes de croire à une émergence à l'horizon 2030. Beaucoup meurent en Méditerranée en essayant de rejoindre l'Eldorado, d'autres laissent leur vie au large de Mayotte en espérant un meil-

leur avenir.

Plusieurs de jeunes sont licenciés ou rayés complètement de la fonction publique. Les violences barbares se multiplient dans le pays, les agressions sexuelles sont devenues monnaie courante et des personnes sont égorgées comme des animaux. La maison d'arrêt de Moroni est pleine à craquer et plusieurs sont des prisonniers politiques. Est-ce le chemin vers l'émergence ?

**Riwad**

## DIALOGUE NATIONAL :

**L'opposition tire à boulets rouges sur la mission de l'UA**

*Pour l'opposition nationale, il est plus qu'évident que la mission de trois jours de l'Union africaine était plus « touristique » que professionnelle.*

**24** heures après la fin de la mission de l'Union africaine à Moroni pour jeter les bases du dialogue national qui devrait se tenir incessamment, l'opposition ne cache sa déception, sa colère même, et pour cause ! Cette visite peut se résumer à un véritable camouflet infligé à Barwane et consorts, dont les conditions pour participer au dialogue sont balayées d'un revers de main par Bankole Adeoye et son équipe qui estiment que « le passé turbulent est un temps révolu » et qu'il faut se projeter dans l'avenir. Une douche froide pour ceux qui espéraient obtenir la libération

des prisonniers politiques, à la tête desquels l'ancien président Sambi et le gouverneur déchu d'Anjouan, Salami, avant le dialogue inter-comorien.

C'est dans une conférence de presse tenue hier jeudi que la coalition conduite par l'ancien ministre de l'intérieur et secrétaire général du principal parti de l'opposition Juwa, a monté sur ses grands chevaux. « Nous nous attendions un peu plus de la mission de l'Union africaine vu nos requêtes et communiqués que nous avons formulés et envoyés à la communauté africaine par l'intermédiaire de l'UA mais également nos doléances sur un dialogue concret. Il s'agissait ici d'une suite logique de la lettre du mois de juin. Nous avons toujours voulu qu'Azali quitte le pouvoir dans la paix, hélas. La discussion a pris une autre tournure. Mais nous n'allons pas rentrer dans le jeu, car

à vrai dire l'Union africaine souhaite que la situation se gâte quitte à entrer dans une guerre sanglante pour qu'à ce moment-là elle réagisse », s'emporte Ahmed Barwane, patron du Front commun, la coalition de l'opposition.

Pour rappel, lors de sa conférence de presse marquant la fin de sa mission mercredi 15 septembre au Golden Tulip, le Monsieur paix et sécurité de l'UA a affirmé avoir constaté lors de ses trois jours de mission à Moroni, « la paix, la stabilité, la sérénité et la démocratie aux Comores. Le passé turbulent est un temps révolu ». Mais pas que. Il a aussi affirmé que « la situation politique est calme qu'en 2018, et même mieux qu'avant 2018 ». Et par-dessus tout, la mission estime qu'« il n'y a pas de prisonniers politiques aux Comores ». De quoi sortir l'opposition de ses gonds, comme elle soutient mordicus le

contraire. « Ils ne sont pas venus ici pour arranger les choses. Bien au contraire. Ils sont venus visiter le pays. C'était un séjour touristique », réagit pour sa part Ibrahim Abourazak Razida, un des opposants les plus bruyants de la place.

Cette conférence était également l'occasion pour l'opposition de répondre au parti de la Mouvance présidentielle, Radhi. Ce parti de Houmed Msaidie avait critiqué avec véhémence l'attitude de l'opposition vis-à-vis de ce dialogue auquel elle a tourné le dos. « Nous n'avons pas de leçon à recevoir de ce parti qui a retiré un candidat aux législatives [de février 2020 en faveur du candidat du parti présidentiel la CRC]. Je crois que vous n'avez rien à nous dire », devait enchaîner M. Razida.

**Andjouza Abouheir**

## LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ

**Le dépistage des plus jeunes au cœur du programme**

*Dans le cadre la lutte contre la cécité dans le pays, plusieurs activités seront mises en place notamment des formations. Le programme vise cette fois à favoriser la santé populaire dans les écoles. Deux établissements feront le coup d'envoi et des enfants seront dépistés afin de déterminer leur état de santé.*

**A**ccompagné du directeur du CHN El-Maarouf, Nicolas Mmadi, le docteur Chanfi Mohamed a étalé hier jeudi 16 septembre le programme de continuité des activités mises en place pour lutter contre la cécité dans le pays. Pour ce deuxième semestre, la coordination s'apprête à recevoir la deuxième mission de terre d'Ophtalmo. Cette dernière sera composée de 6 ophtalmologistes de grands hôpitaux de Paris. « Ces éminents ophtalmologistes viennent ici dans le cadre du partenariat entre le programme de la lutte contre la cécité, qui est un programme mis en place par le ministère de la santé et cette organisation fran-



çaise », souligne-t-il.

Au cours de leurs missions, plusieurs activités seront mises en avant comme la formation du personnel de santé à savoir les médecins ophtalmologistes sur les techniques chirurgicales, dans la chirurgie de la cataracte, etc. « Nous allons gravir les échelons. Nous allons également former le personnel médical et paramédical en exploration fonctionnelle. Dans ce partenariat, il n'y a pas que la formation, mais également la dotation en plateaux techniques », poursuit-il,

avant d'annoncer que « on nous a doté d'un appareil hautement sophistiqué appelé OCT. Cet appareil va permettre de faire des diagnostics et des indications thérapeutiques par rapport à certaines pathologies telles que la rétinopathie diabétique mais aussi de dépister le plus tôt possible et de voir les stades des glaucomes ».

Il est à noter que le programme vise également à favoriser la santé populaire dans les écoles. Il est question d'intégrer cette activité importante qui vise à dépister les petits qui ont des

problèmes visuels afin de déterminer la maladie, curable ou incurable. Deux établissements feront le coup d'envoi.

**Andjouza Abouheir**

**La Gazette des Comores**  
Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

**Directeur de la publication**

Elhad Said Omar

**Rédacteur en chef**

Mohamed Youssouf

**Secrétaire de rédaction**

Toufé Maecha

**Rédaction**

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

**Mise en page**

Abdouchakour Aladi Nourou

**Responsable commercial**

Mariama Mhoma

**Documentation archiviste**

Hadidja Abdou

**Photographe / Site Web**

Mohamed Said Hassane

**Impression**

Graphica Imprimerie

[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

# UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Réf. N°2021-08-RCIP4-Obser

## SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'une firme/organisation pour une mission de Mise en œuvre d'un observatoire pour suivre la qualité de service du secteur des technologies de l'information et de la Communication »

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement additionnel dans le cadre de la quatrième phase du Programme régional d'infrastructures de communication pour l'Afrique (RCIP-4) (D 3820 KM) de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif à la « Mise en œuvre d'un observatoire pour suivre la qualité de service du secteur des technologies de l'information et de la Communication ».

### 1. Objectif de la mission

L'objectif général est d'améliorer et de renforcer la qualité du service des TICs en recueillant des données sur la base du feedback des consommateurs. L'étude devra également permettre d'identifier les attentes des consommateurs en termes de nouveaux services à développer, ainsi que les barrières et contraintes qui entravent l'adoption de l'Internet et des services numériques.

Plus spécifiquement, l'activité vise à :

- Déterminer le niveau de familiarité des consommateurs avec l'offre de services des TICs et les éléments qui faciliteront à l'avenir un meilleur déploiement de ces services
- Identifier les attentes des consommateurs en termes de déploiement et d'accès à de nouveaux services TICs tel que l'e-gouvernement, les services financiers numériques, les plateformes numériques et autres applications.
- Comprendre pour quelles raisons les consommateurs utilisent ou n'utilisent pas les services télécoms et les services numériques
- Sur la base de l'étude, suggérer des actions visant à promouvoir la qualité et le développement de nouveaux services par les opérateurs télécom et les fournisseurs de services numériques ;

### 2. Profil du consultant

Le Consultant doit être une organisation autonome enregistrée aux Comores et dont les membres de l'équipe concernée par cette activité auront les qualifications suivantes :

- Un(e) expert(e) télécom de niveau BAC+4, ayant une expérience d'au moins 10 ans
- Un(e) expert(e) statisticien(ne) de niveau BAC+4, ayant une expérience d'au moins 8 ans
- Un(e) expert(e) marketing, ayant une expérience d'au moins 5 ans

Le Consultant pourra également suggérer dans sa méthodologie les profils des enquêteurs qu'il souhaite mobiliser pour réaliser l'enquête. Il doit fournir des renseignements sur leur expérience et leurs qualifications dans le domaine.

.Les critères d'éligibilité, la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement** (version juillet 2016, révisée en 207 et 2018). La méthode de sélection est la « méthode de Sélection fondée sur les qualifications du Consultant (SQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les consultants intéressés peuvent demander et obtenir les Termes des Références et des informations en nous contactant à l'adresse mentionnée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le 06 Octobre 2021 à 14 h 00 (heure locale) en Union des Comores.**

Adressé à l'adresse : Mmela Coordinatrice du projet RCIP4 « Manifestation d'intérêt Réf. N°2021-08-RCIP4-Obser-Intituler Le libellé », Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, email : [rcip.procure@gmail.com](mailto:rcip.procure@gmail.com)

Lancé le 15 septembre 2021

## FIN DU BACCALAURÉAT 2020-2021

## La délibération du Bac attendue au 30 Septembre prochain

*Le baccalauréat de cette session 2021 a pris fin le 15 septembre dernier. Le président du jury au niveau de Ngazidja a parlé d'un examen parfaitement organisé avec un système de surveillance assuré à 98%. C'était aussi l'occasion pour lui de se réjouir d'un taux d'absence très faible que les années précédentes à environ 1.39% et d'informer que la délibération est prévue pour le 30 septembre prochain.*



Les épreuves du baccalauréat de cette année 2021 ont pris fin le mercredi dernier. Au niveau de Ngazidja, le président du jury Ali Mohamed se réjouit du déroulement de l'examen dont les mesures sécuritaires et sanitaires ont été sérieusement respectées à la lettre. Concernant les mesures sécuritaires, il faut rappeler qu'au niveau national plus de 30 candidats ont été expulsés voire même éliminés de l'examen. C'est surtout sur ce point, que le président du jury explique que « dans les centres et sous centres les forces de

l'ordre ont très bien maîtrisé la situation. Car beaucoup de candidats n'ont pas réussi à entrer avec des bouts de papiers ni des brouillons différents de ceux préparés pour cette session ».

Selon lui, certains ont réussi à tromper la vigilance des militaires et ils étaient sanctionnés. « Au niveau national, on a 3.29% de cas de fraude dont la vingtaine de ses fraudes s'est produit dans les toilettes et couloirs avec des portables. Ainsi dans les cen-

tres et sous centres, on a eu 17 absences des surveillants mais tout s'est passé au calme », dit-il. Et de poursuivre également que « sur 7540 candidats inscrits à Ngazidja, on a eu 131 absences non justifiées. Ce taux d'absence est plus faible que celui de 2018. Car en 2018 j'étais également président du jury et le taux d'absence était de 3%. Par contre cette année on parle de 1.39% ».

Le président du jury a saisi l'occa-

sion pour informer que les enseignants confiés la correction du baccalauréat cette année se rencontreront aujourd'hui 17 septembre dans une séance d'harmonisation des pistes liées à la correction. Cette étape qui inquiète souvent les candidats commencera ce samedi 18 septembre jusqu'au 30 septembre prochain, date buttoir pour la délibération du baccalauréat de l'année 2020-2021.

Kamal Gamal

## Actualité de Mohéli en bref

## Un garçon de 12 ans blessé par balle par accident

Bachirou Mohamed, un garçon de 12 ans, a reçu au thorax une balle tirée d'un fusil de chasse. Ce serait un tir de dissuasion qui s'est dirigé au mauvais endroit. L'affaire s'est déroulée mardi dernier à Kaneleni, un quartier de Fomboni. Des jeunes du quartier, selon nos sources, dérangeaient régulièrement le propriétaire d'une résidence privée, à la recherche de mangues. Et ce propriétaire qui n'est autre qu'Omar Assanally, voulait faire fuir ces jeunes et par inattention, selon les mêmes sources, la balle a touché le jeune Bachirou. Son état n'est pas grave et il serait suivi à la clinique du Dr Abdoulanziz. Quant au tireur, un ancien vice-président de la fédération de football, il se trouve aux mains de la gendarmerie pour enquête.

## Le Croissant rouge comorien renforce les mesures anti-covid-19

Tous les dimanches des bénévoles du Croissant rouge nettoient soigneusement avec de l'eau chlorée, le marché de Fomboni, l'un des lieux publics les plus fréquentés de l'île. Avant et pendant les examens de la 6eme et du Bac, ces mêmes volontaires assurent le nettoyage des salles de classe, la distribution des masques et le lavage systématique des mains par du gel hydro alcoolique dans tous les sites d'examen.

## Le ministre de l'éducation nationale a effectué une visite de travail à Mohéli

Mardi dernier le nouveau ministre de l'Education a effectué une visite de travail à Mohéli, pour un état de lieu du déroulement des examens du baccalauréat dans l'île. Dès sa descente d'avion Djaffar Salim s'est rendu dans les différents sites d'examen du centre de Fomboni. Au lycée de Fomboni le président du jury lui a brossé un bref bilan de la situation. Vu son agenda trop chargé, le patron de l'éducation nationale n'a pas pu se rendre dans le site de Nioumachoi, il a pris le même vol vers Anjouan.

## Les membres de l'ASCOBEF à Mohéli ont bénéficié d'une formation

Les agents de l'Association comorienne pour le bien être de la famille (ASCOBEF) ont reçu une formation axée sur la planification familiale. Ils ont été formés à sensibiliser les femmes ménagères à adopter les méthodes contraceptives afin d'améliorer leur niveau de vie. Le principal objectif c'est d'aider le Ministère de la santé à réduire le nombre de décès néonataux tout en diminuant également le nombre des naissances.

Riwad



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,  
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



**Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (N°P171361)**  
**Réf : Numéro de référence : 2021-018-AMO-UGP-PRPKR**

**« SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR UNE MISSION D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) DANS LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE (PRPKR) »**

Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement sous forme de don et de prêt de la Banque Mondiale de quarante-cinq millions de dollars américains (45 Millions USD). Il compte utiliser une partie de ces fonds, à travers l'Unité de Gestion de Projet, logée au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières des Transports Terrestres, en tant qu'agence d'exécution mandatée par le Gouvernement, pour effectuer des paiements au titre de Services de Consultants.

**1. Objectifs de la mission**

Les services de Consultants (« les Services ») consistent à apporter assistance à l'UGP dans l'exécution de certaines activités de la Composante 1.1 relative à la réhabilitation des logements et infrastructures communautaires et de la Composante 2.1 axée sur la protection côtière et réhabilitation des routes dans les communes retenues ainsi que le renforcement des capacités de l'UGP-PRPKR/MATUAFTT en matière de gestion des contrats, suivi des études de conception de travaux, de suivi et supervision de travaux

**2. Les services de prestation demandées au consultant au profit de l'Unité de Gestion du Projet sont de manière non limitative**

- Assister l'UGP dans la coordination et la mise en œuvre des sous projets de reconstruction de logements et infrastructures communautaires, et entrepôts et citernes ;
- Appuyer l'UGP dans la gestion des contrats de travaux et de supervision, et de contrôles y compris la sensibilisation et la sauvegarde environnementale et sociale ;
- Apporter une assistance technique au Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT) dans la mise en œuvre des activités pour s'assurer que les logements à construire soient résilients et résistants aux aléas climatiques et répondant aux critères parasismiques et para-cycloniques ;
- Elaborer les documents techniques de passations de marchés et appuyer l'UGP dans les aspects de passation de marchés liés à la Composante 1.1 et Composante 2.1 notamment les phases études, contrôles et travaux de chantiers ;
- Assister l'UGP dans la définition technique de ses besoins en matière de renforcement des capacités et autres ;
- Superviser au nom et pour le compte du maître d'ouvrage les prestations des maîtres d'œuvre et entreprises et à informer directement de manière instantanée le maître d'ouvrage de toute non-conformité de nature à compromettre la qualité des prestations et des ouvrages ;
- Proposer des solutions et mesures correctives adéquates dans le cas échéant pour contourner les goulots d'étranglements ;
- Assurer le renforcement des capacités de l'UGP-PRPKR/MATUAFTT en matière de gestion des contrats, suivi des études de conception de travaux, suivi supervision de travaux et la réception des ouvrages (maisons et infrastructures) dans les délais impartis.

**3. Renseignements à fournir**

L'UGP invite les cabinets de consultants (« Consultants ») légalement constitués et éligibles à manifester leur intérêt à fournir leur prestation pour la mission décrite ci-dessus. Ce dossier de manifestation d'intérêt doit comprendre une lettre de manifestation d'intérêt et les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations (Brochures, liste et informations sur les contrats similaires exécutés, attestations de bonne fin des contrats similaires, CV du personnel, carte fiscale, etc.). Les Consultants peu-

vent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme de groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les partenaires sont conjointement et solidairement responsables de l'intégralité du contrat s'ils sont sélectionnés.

**4. Profil et critères d'évaluation du Consultant**

Le consultant intéressé doit répondre aux critères ci-après : (i) disposer d'une expérience d'au moins dix (10) ans en assistance technique à la maîtrise d'ouvrage ou équivalent ; (ii) Avoir au moins trois (3) références concernant l'exécution de contrats analogues ; (iii) Capitaliser des expériences antérieures pertinentes dans des conditions semblables ; (iv) Justifier de la disponibilité du personnel à mobiliser dans le cadre de cette mission ; (v) Justifier l'exécution d'au moins deux (2) contrats d'au moins 500 000 \$ USD au cours des cinq (5) dernières années ; (vi) et Avoir une expérience récente dans la gestion d'opérations similaires, si possible aux Comores ou dans d'autres pays ayant des similarités avec les Comores et ayant subi une catastrophe similaire au cyclone Kenneth. Toutefois, l'UGP tient à souligner que l'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune objection de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte. Le dossier de manifestation doit être rédigé en Français. L'UGP se réserve également le droit d'annuler la procédure de constitution de liste restreinte et de rejeter tous les dossiers de candidature à tout moment, sans pour autant encourir une responsabilité quelconque vis-à-vis des cabinets postulants. Durant l'évaluation des dossiers, l'UGP se réserve le droit de demander aux cabinets postulants des éclaircissements et des informations complémentaires sur les renseignements fournis dans les dossiers de candidature.

**5. Méthode de sélection du Consultant**

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) (version juillet 2016, révisée 2017, 2018).

**6. Dépôt de la manifestation d'intérêt**

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel ou par courriel électronique du **Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30** aux adresses (cor.ugp.prpkr@gmail.com, rpm.ugp.prpkr@gmail.com, rpse.ugp.prpkr@gmail.com, apm.ugp.prpkr@gmail.com) avec la mention « Candidature au poste **D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE (AMO)** » à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **07 octobre 2021 à 14h00**.

**Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PRPKR « Manifestation d'intérêt Réf : 2021-018-AMO-UGP-PRPKR, au Bureau du PRPKR. MATUAFTT, Unité de Gestion du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience ; Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2ème étage, BP 12 Moroni, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres à**

**Moroni-Union des Comores, BP 12 - Moroni – COMORES, Téléphone : +269 332 15 85/+269 339 04 16/+269 343 86 07**

AFFAIRES RELIGIEUSES

# Une nouvelle ère entre le cabinet présidentiel et le Muftorat

*Le tout nouveau directeur de cabinet du Président de la République a effectué sa première visite à Dar Al Iftaa (Bureau du Grand Mufti) il y a plus d'une semaine. Lors de la rencontre, les deux personnalités se sont mis d'accord de travailler dans la cohésion pour préserver la paix et la stabilité religieuse dans le pays.*

**D**r Daniel Ali Bandar, le tout nouveau directeur du Cabinet civil du Président de la République, a effectué une visite de travail au bureau du Grand Mufti de la République. Lors de cette rencontre, il a été exprimé le souhait ardent de dresser un calendrier de travail entre ces deux hautes instances de l'Etat. « Nous sommes prêts à appuyer Dar Al Iftaa afin de remplir la mission qui lui est confiée à savoir préserver la religion et la sécurité dans le pays », soutient-il, avant de préciser qu'il s'agit de l'un des objectifs de ses missions.

Pour sa part, le Grand Mufti qui se réjouit d'une telle démarche salue cette bonne initiative du collaborateur du chef de l'Etat de se rendre à Dar Al-Iftaa quelques jours après avoir pris ses fonctions de Directeur de Ca-



binet du Président. Cheikh Aboubacar Djamililayli tient à rappeler le rôle des jeunes dans l'Islam. En profitant de cette occasion, le grand Mufti appelle le directeur de cabinet tout faire pour encourager les jeunes à embrasser les bons comportements dictés par notre religion. « Il est temps et nécessaire de les guider dans le bon chemin puisqu'il s'agit de notre futur. Je vous prie d'exploiter toute votre énergie

pour eux en particulier et pour le pays en général », implore-t-il, en priant dieu d'accorder le succès au nouveau directeur de cabinet dans sa vie et dans ses nouvelles fonctions.

Rappelons qu'il y a plus d'une semaine, le Grand mufti avait reçu dans son bureau le nouvel ambassadeur de l'Arabie Saoudite Dr Attay Allah Al-Zayed. Une occasion pour lui d'évoquer la profondeur des relations fortes

qui unissent le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Union des Comores depuis longtemps, mais aussi de souligner l'importance du soutien qu'apporte ce pays ami dans les plusieurs domaines notamment la santé, l'éducation et autres.

**Ibnou M. Abdou**

TOURNOI DES RÉGIONS

# Un tournoi pour renforcer les liens de fraternité entre les régions

*Le tournoi des régions organisé par Amicale Régionale des Entraîneurs et Educateurs de Football de Ngazidja (AREFN) baissera les rideaux le samedi 18 septembre.*

*Après avoir battu la région d'Itsandra 3 buts à 1, Hambou va affronter Bambao en finale, qui a éliminé Wachili-Dimani à 1 but à 0. Une finale très attendue par les fans de football.*

**L'**amicale des entraîneurs et des éducateurs de football de Ngazidja a organisé un tournoi régional. Cette compétition a débuté le vendredi 3 septembre et prendra fin le samedi 18 septembre prochain et a vu la participation des douze régions de Ngazidja. La compétition s'est bien déroulée dans une atmosphère ambiante couronnée par le fair-play de l'ensemble des équipes. Et la finale opposera les régions de Hambou et Bambao. « Le but de ce tournoi, c'est tout d'abord réunir les jeunes de nos différentes régions, les faire jouer ensemble en vue d'implanter une fraternité,

stabilité et paix. Cela nous permettra aussi de les reconstruire, afin qu'ils puissent oublier les conflits inter-villageois. Le fait qu'ils jouent ensemble dans leur région, les fera comprendre qu'ils sont de la même zone, c'est un grand pas », explique Darouche Tadjiri président de l'Arefn, avant d'ajouter que « c'est aussi un moyen de détecter les jeunes joueurs qui se trouvent dans les régions ».

Ce dernier montre que ces derniers temps, il y a eu beaucoup de conflits fonciers inter-villageois et il y a eu beaucoup de dégâts matériels, voire même des pertes humaines de part et d'autre. « Nous savons tous que le football est parmi les sports qui rassemblent le plus de personnes. On a pensé que cette compétition pourra apporter une solution au niveau des jeunes. C'est pour cela, qu'on l'a organisé. Et Dieu merci tout se déroule bien, les jeunes ont compris le but de ce tournoi. Ils ont compris que l'importance n'est pas de gagner mais plutôt l'amitié et la fraternité », indique

t-il.

Et d'ajouter que : « Nous comptons si tout se passe bien organiser ce genre d'évènement l'année prochaine. On a échangé avec nos amis coaches des autres îles, le bureau d'Anjouan est déjà mis en place. Et l'île de Mohéli est entrain de créer son bureau, si tout va bien, on va l'organiser au niveau natio-

nal. Mais, cela va prendre un peu de temps ». Selon lui, les maires seront invités à assister à la finale du samedi, mais aussi ça sera une occasion pour les remercier d'avoir soutenu les équipes des régions.

**Nassuf Ben Amad**

## Numéros utiles

**Police**

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

**Gendarmérie**

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

**Immigration**

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

**Aéroport**

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

**Port maritime**

Moroni: 773 00 08  
Mohéli 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

**Hopitaux**

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

**Banques**

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

**MAMWE**

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



**UNION DES COMORES**  
Unité-Solidarité-Développement

**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE**

**BANQUE CENTRALE DES COMORES**

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER P166193**

**Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070**

**SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET**

**Pour le recrutement d'un consultant (bureau) chargé de la conception de cours  
et de modules de formation en éducation financière en Union des Comores**

**Date de l'avis : 10 Septembre 2021**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : sélection d'un bureau d'étude pour **la conception de cours et de modules de formation en éducation financière en Union des Comores.**

**2. Objectif de la mission :**

L'objectif principal du Programme est d'accompagner la Banque Centrale des Comores dans l'élaboration d'un programme d'éducation financière au profit des acteurs de l'inclusion financière.

Ce Programme permet de donner aux populations de l'Union des Comores les connaissances requises en matière financière, afin de leur permettre de faire des choix éclairés et de prendre des décisions averties, en toute connaissance de cause.

**3. Profil et qualifications requis :**

Le Bureau d'études doit posséder les qualifications suivantes :

**- Références du cabinet pour la présente consultation,**

Il est fait appel à un cabinet de consultants spécialisé en éducation financière. Ce cabinet devra avoir une bonne connaissance du secteur de l'éducation dans le pays. Il devra également avoir les compétences requises pour effectuer les services mentionnés ci-dessus. A cet égard, un minimum de cinq (5) années d'expérience dans l'exécution de missions similaires est requis. De même, au moins trois (3) références pertinentes dans des prestations d'envergure internationale au cours des cinq (5) dernières années devront être justifiées.

Une référence pertinente en Afrique serait un atout. Le soumissionnaire présentera ses principales références, en précisant la nature des prestations similaires réalisées, les lieux, les zones géographiques, les délais, les dates de réalisation ainsi que les budgets associés. Il indiquera également les coordonnées détaillées des représentants des clients bénéficiaires.

**- Profil des intervenants**

Le Cabinet devra proposer une équipe pluridisciplinaire d'experts ayant les qualifications avérées en rapport avec les thèmes de la mission. Ils devront posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans l'inclusion financière des populations à faible revenu dont au moins trois (3) dans l'éducation financière des enfants, des jeunes et des adultes.

La connaissance du secteur bancaire du pays serait un atout. La Banque

Centrale des Comores à travers le PADSF se réserve le droit de procéder aux vérifications nécessaires de ces informations.

4. Le PADSF invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, soit en version physique ou électronique. La durée de la mission est prévue pour une durée d'un mois.

6. Le Consultant (bureau d'étude) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » du nouveau cadre de passation de marché de juillet 2016 et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de **Sélection Fondée sur les Qualifications et le Coût du Consultant (SFQC)** telle que décrite dans les Directives de Consultants.

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et le vendredi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes

9. Les manifestations d'intérêts doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **Vendredi 24 Septembre 2021 à 10 heures 30 min** Heure locale de Moroni (Union des Comores) avec mention : **recrutement d'un cabinet de consultants charge de la conception de cours et de modules de formation en éducation financière en Union des Comores .**

10. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :  
Banque Centrale des Comores  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Housna THABIT, Coordinatrice Nationale  
Sise à la Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email : Housna.UGP@banque-comores.km – Anfifa.UGP@banque-comores.km